

# CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 12 MAI 2009 CONTENANT L'ACCORD DE PAIX SOCIALE 2009

## CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION

### Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs ressortissant à la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection et aux employés qu'ils occupent.

## CHAPITRE II - DUREE

### Article 2

La présente convention collective de travail est applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009 jusqu'au 31 décembre 2009 inclus et contient les nouveaux accords valables durant cette période.

## CHAPITRE III • CONDITIONS DE TRAVAIL

### Article 3

- § 1. Dans les entreprises qui n'octroyaient pas encore de chèques-repas à leurs employés avant le 1<sup>er</sup> juin 2009 et dont l'intervention patronale minimale était égale à 0,91 euro, un système de chèques-repas est instauré pour les employés à partir du 1<sup>er</sup> juin 2009, conformément aux dispositions de l'article 19bis §2 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. Le chèque-repas aura alors une valeur nominale de 2 euros par chèque-repas avec une intervention de l'employeur de 0,91 euro et une intervention du travailleur de 1,09 euros. Ce § n'est applicable que sous la condition suspensive que l'Office National de Sécurité Sociale confirme par écrit que celui-ci est conforme à la réglementation sur l'exonération des cotisations de sécurité sociale sur les chèques-repas, prévue à l'article 19bis, §2 de l'Arrêté royal du 28 novembre 1969.
- § 2. Au niveau de l'entreprise, les mesures nécessaires peuvent être prises pour fixer le nombre de chèques-repas pour les travailleurs sur base du comptage alternatif, comme visé à l'article 19bis, §2, 2<sup>o</sup> de l'arrêté royal du 28 novembre 1969.
- § 3. Une CCT distincte sera conclue dans laquelle les modalités d'octroi du chèque-repas sont spécifiées plus en détails.
- § 4. En dérogation du § 1 de cet article, une convention collective de travail peut être conclue dans les entreprises qui octroient déjà des chèques-repas avec une cotisation patronale minimale de 0,91 euro par chèque-repas, afin de donner une autre destination à l'effort visé au § 1 de cet article.

#### **Article 4**

En 2009, un jour de congé payé sera octroyé à titre de congé d'ancienneté aux employés qui, au cours de l'année considérée, possèdent 20 ans d'ancienneté ou plus auprès de leur employeur.

Par conséquent, la convention collective de travail du 21 mai 2008 concernant le congé d'ancienneté est adaptée comme suit :

- à l'article 2, les mots « 31 décembre 2008 » sont remplacés par «31 décembre 2009» ;
- à l'article 3, «2008» est remplacé par «2008 et 2009» ;
- à l'article 8, «l'année 2008» est remplacée par «l'année considérée».

### **CHAPITRE IV - PREPENSION CONVENTIONNELLE A TEMPS PLEIN**

#### **Article 5**

Le régime de la prépension conventionnelle à temps plein, instauré à l'époque par la convention collective de travail du 8 avril 1981, rendue obligatoire par arrêté royal du 21 septembre 1981 et prolongée depuis lors, sera poursuivi durant la période du 1er juillet 2009 jusqu'au 30 juin 2011, conformément aux conditions fixées dans la convention collective de travail du 11 décembre 2007 concernant la prépension conventionnelle.

Par conséquent, la convention collective de travail du 11 décembre 2007 concernant la prépension conventionnelle est adaptée comme suit :

- aux articles 2, 3, 4 et 22, les mots «30 juin 2009» sont remplacés par «30 juin 2011 » ;
- à l'article 4, les mots «30 juin 2011 » sont remplacés par «30 juin 2013».

#### **Article 6**

Le régime de la prépension conventionnelle, instauré par la convention collective de travail du 27 juin 2008 instaurant un régime de prépension conventionnelle à partir de 56 ans après 40 ans d'ancienneté est poursuivi jusqu'au 30 juin 2010.

Par conséquent, la convention collective de travail du 27 juin 2008 instaurant un régime de prépension conventionnelle à partir de 56 ans après 40 ans d'ancienneté est adaptée comme suit :

- aux articles 2, 3, 4 et 22, les mots «30 juin 2009» sont remplacés par «30 juin 2010» ;
- à l'article 4, les mots «30 juin 2011 » sont remplacés par «30 juin 2012».

### **CHAPITRE V - PREPENSION A MI-TEMPS**

#### **Article 7**

La convention collective de travail du 3 juin 1997 relative à la prépension à mi-temps est prolongée jusqu'au 31 décembre 2009.

Par conséquent, la convention collective de travail du 3 juin 1997 relative à la prépension à mi-temps est adaptée comme suit :

- à l'article 27, les mots «31 décembre 2008» sont remplacés par «31 décembre 2009» ;
- à l'article 2, les mots «26 juin 2007» sont remplacés par «11 décembre 2007».

## **CHAPITRE VI - FONDS SOCIAL DE GARANTIE**

### **Article 8**

Les accords existants concernant les statuts du Fonds social de garantie pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection sont prolongés d'un an.

Par conséquent, l'article 3 des statuts du Fonds social de garantie pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection, fixés par la convention collective de travail du 19 avril 1979, conclue au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection, contenant la coordination des statuts du Fonds social de garantie pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection, rendus obligatoires par l'arrêté royal du 11 décembre 1979, modifiés pour la dernière fois par la convention collective de travail du 21 mai 2008, est modifié comme suit :

«Article 3

Le Fonds a pour but :

- 1° de percevoir les cotisations nécessaires au fonctionnement du Fonds;
- 2° d'octroyer et de verser aux employé(e)s visés à l'article 6 une allocation sociale complémentaire;
- 3° d'effectuer le paiement de l'indemnité complémentaire dans le cadre de la prépension conventionnelle prévue dans la convention collective de travail du 11 décembre 2007 relative à la prépension conventionnelle et dans la convention collective de travail du 27 juin 2008 instaurant un régime de prépension conventionnelle à partir de 56 ans après 40 ans d'ancienneté, ainsi que le paiement des cotisations patronales spéciales visées à l'article 268 de la loi-programme du 22 décembre 1989 et à l'article 141 de la loi-programme du 29 décembre 1990;
- 4° d'effectuer le paiement de la cotisation prévue à l'article 13, § 3 des présents statuts, visant à alimenter le "Fonds de sécurité d'existence pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection" institué par la convention collective de travail du 8 avril 1981, conclue au sein de la Commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection, instituant un fonds de sécurité d'existence de l'industrie de l'habillement et de la confection et fixant ses statuts;
- 5° d'assurer le paiement de l'indemnité prévue par la convention collective de travail du 2 juin 1994 concernant l'allocation complémentaire de sécurité d'existence, dernièrement modifiée par le chapitre IX de la convention collective de travail du 21 mai 2008 en remplacement de la convention collective de travail du 10 septembre 2007 contenant l'accord de paix sociale 2007-2008 ;
- 6° de financer les initiatives à prendre par les organisations représentées au sein de la commission paritaire, en vue de la formation sociale et professionnelle telle que déterminée par le Conseil d'Administration du Fonds;
- 7° d'assurer le paiement de la cotisation payée conformément à l'article 13, § 4 des présents statuts, en vue du financement de l'Institut pour le Recherche et l'Enseignement dans la Confection et en exécution de la convention collective de travail du 4 septembre 2007 concernant l'emploi et la formation;
- 8° d'assurer le financement du codex contenant les conventions collectives de travail conclues au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection.»

### **Article 9**

A l'article 13 des mêmes statuts, la date du 30 juin 2009 est remplacée par celle du 30 juin 2010.

### **Article 10**

L'article 14 des mêmes statuts est remplacé par la disposition suivante :

«Du 1<sup>er</sup> janvier 2001 au 30 juin 2010, les cotisations patronales sont fixées à 0,83% des rémunérations brutes des employés».

## **CHAPITRE VII - FORMATION ET EMPLOI**

### **Article 11**

La convention collective de travail du 15 juillet 2005 concernant la formation et l'emploi est prolongée jusqu'au 31 décembre 2009.

Par conséquent, la convention collective de travail du 4 septembre 2007 concernant la formation et l'emploi est adaptée comme suit :

- aux articles 2, 5 et 7, les mots «31 décembre 2008» sont remplacés par «31 décembre 2009» ;
- à l'article 5, les mots «et 2009» sont ajoutés après les mots «et 2008».

## **CHAPITRE VIII -APPLICATION SECTORIELLE DES CCT N° 77BIS. TER ET QUATER**

### **Article 12**

Ce chapitre réfère aux conventions collectives de travail n° 77bis, ter et quater du Conseil National du Travail instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à un emploi à mi-temps. Il contient le complément sectoriel de différentes dispositions des conventions collectives de travail n° 77bis, ter et quater précitées pour la durée de validité de la présente convention collective de travail.

### **Article 13**

§ 1. La période maximale d'un an pour l'exercice du droit, visée à l'article 3 des conventions collectives de travail n° 77 bis, ter et quater précitées, est maintenue à cinq ans pour tous les employés.

§ 2. Les employés qui, en application de l'article 3 précité, prennent du crédit-temps pour une période supérieure à un an, peuvent, à partir de la deuxième année, uniquement le faire par période minimum d'un an.

### **Article 14**

Le seuil de 5%, visé à l'article 15 des conventions collectives de travail n° 77bis, ter et quater est porté à 8%.

Pour le calcul de ce seuil, toutes les formes de crédit-temps dans le cadre des CCT n° 77bis, ter et quater sont prises en considération, hormis le crédit-temps des ouvriers/ouvrières qui ont atteint l'âge de 54 ans ou plus.

Au niveau de l'entreprise, ce seuil peut être augmenté, moyennant accord de l'employeur et en tenant compte des possibilités au niveau de l'organisation du travail.

L'application des nouvelles modalités du présent article peut être négociée dans les entreprises où il existe déjà un accord d'entreprise.

### **Article 15**

Vu l'article 14bis des conventions collectives de travail n° 77bis, ter et quater du Conseil National du Travail, il a été convenu qu'au sein de la commission paritaire des efforts seraient fournis pendant la durée de la présente convention collective de travail afin d'éviter que le recours à la notion de «fonction clé » n'aboutisse systématiquement au refus du droit d'accès au crédit-temps pour les employés de 55 ans ou plus qui exercent une fonction clé.

## **CHAPITRE IX-ALLOCATION COMPLEMENTAIRE DE SECURITE D'EXISTENCE**

### **Article 16**

A l'article 2 de la convention collective de travail du 2 juin 1994 concernant l'allocation complémentaire de sécurité d'existence, modifiée pour la dernière fois par la convention collective de travail du 21 mai 2008, les mots «du 26 juin 2007» sont remplacés par «du 11 décembre 2007 concernant la prépension conventionnelle et la convention collective de travail du 27 juin 2008 instaurant un régime de prépension conventionnelle à partir de 56 ans après 40 ans d'ancienneté.»

### **Article 17**

A l'article 3 de la convention collective de travail du 2 juin 1994 concernant l'allocation complémentaire de sécurité d'existence, modifiée pour la dernière fois par la convention collective de travail du 21 mai 2008, les quatrième, cinquième et sixième paragraphes sont adaptés comme suit :

«§ 4. L'allocation complémentaire de sécurité d'existence maximale s'élève à 4.500 euros pour les employés âgés d'au moins 50 ans, mais de moins de 55 ans le premier jour de chômage indemnisé et qui n'entrent pas en considération pour la prépension, conformément à la convention collective de travail conclue au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection du 11 décembre 2007 concernant la prépension conventionnelle ou la convention collective de travail du 27 juin 2008 instaurant un régime de prépension conventionnelle à partir de 56 ans après 40 ans d'ancienneté.

Pour avoir droit à cette allocation complémentaire de sécurité d'existence, ils doivent pouvoir justifier :

- soit d'une occupation ininterrompue de 2 ans au moins, précédant immédiatement le licenciement, dans une ou plusieurs entreprises ressortissant à la commission paritaire pour employés dans l'industrie de l'habillement et de la confection ;
- soit d'une occupation de 5 ans au moins au cours des 10 dernières années précédant le licenciement dans des entreprises ressortissant à la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection.

§ 5. L'allocation complémentaire de sécurité d'existence s'élève à maximum 5.500 euros pour les employés âgés d'au moins 55 ans au premier jour de chômage indemnisé et qui n'entrent pas en ligne de compte pour la prépension conformément à la convention collective de travail concernant la prépension conventionnelle conclue le 11 décembre 2007 au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection ou la convention collective du 27 juin 2008 instaurant un régime de prépension conventionnelle à partir de 56 ans après 40 ans d'ancienneté.

Pour avoir droit à cette allocation complémentaire de sécurité d'existence, ils doivent pouvoir justifier :

- soit d'une occupation ininterrompue de 2 ans au moins, précédant immédiatement le licenciement, dans une ou plusieurs entreprises ressortissant à la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection ;

- soit d'une occupation de 5 ans au moins au cours des 10 dernières années précédant le licenciement dans des entreprises ressortissant à la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection.

§ 6. Le montant forfaitaire par paiement s'élève à 82,63 euros par mois durant les trois premiers mois de chômage indemnisé ininterrompu.

Il est octroyé un paiement forfaitaire de 247,89 euros par période supplémentaire prouvée de 3 mois de chômage indemnisé ininterrompu jusqu'à ce que le droit soit épuisé.

Il n'est pas octroyé de montants autres que les montants forfaitaires de 82,63 euros et de 247,89 euros ; c'est-à-dire qu'un employé licencié, qui peut justifier d'une période de chômage excédant la durée minimum mais non d'une période suffisamment longue pour un montant supérieur, n'aura pas droit à un montant supplémentaire.»

### Article 18

A l'article 8 de la convention collective de travail du 2 juin 1994 concernant l'allocation complémentaire de sécurité d'existence, modifiée pour la dernière fois par la convention collective de travail du 21 mai 2008, la date d'expiration est remplacée par la date du 31 décembre 2009.

## CHAPITRE X - ALLOCATION SOCIALE COMPLEMENTAIRE

### Article 19

L'article 2 de la convention collective de travail du 15 juillet 2005 fixant le montant de l'allocation sociale complémentaire, modifiée pour la dernière fois par la convention collective de travail du 21 mai 2008, est remplacé par les dispositions suivantes :

«Conformément aux dispositions de l'article 7 des statuts du Fonds social de garantie pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection, modifiée pour la dernière fois par la convention collective de travail du 21 mai 2008, le montant de l'allocation sociale complémentaire qui est octroyé chaque année aux ayants droit est fixée comme suit :

- en 2007, 2008 et 2009 : 127,90 euros pour les employés qui satisfont aux conditions de l'article 6, § 1, § 2 et § 3 des statuts susmentionnés ;
- en 2007, 2008 et 2009 : 37,18 euros pour les employés qui sont restés au chômage complet et ininterrompu tel que défini à l'article 6, § 4 des statuts susmentionnés.

### Article 20

A l'article 3 de la convention collective de travail du 15 juillet 2005 fixant le montant de l'allocation sociale complémentaire, la date du 31 décembre 2008 est remplacée par celle du 31 décembre 2009.

## CHAPITRE XI - ACTUALISATION DE LA CLASSIFICATION DE FONCTIONS

### Article 21

Il a été convenu de décrire et d'insérer dans la grille des salaires les fonctions complémentaires suivantes pendant la durée de la présente convention collective de travail : «employé à la rédaction de factures complexes» et «employé à la comptabilité».

Un examen aura également lieu en vue de la description et de l'insertion dans la grille des salaires des fonctions suivantes : «employé au stock », «employé chargé de l'imputation des commandes», « employé chargé de l'assistance informatique», «créateur», «employé à la préparation de la production» et «responsable de département» pour des départements tels que : achats, planning, encaissement, ventes, qualité, informatique. La possibilité de faire appel à une expertise externe sera examinée.

## **CHAPITRE XII - PERIODES D'ESSAI**

### **Article 22**

Une nouvelle période d'essai ne peut être prévue dans les contrats de travail à durée indéterminée qui suivent immédiatement un contrat de travail à durée déterminée ou un contrat de remplacement d'au moins six mois qui concernait le même travail.

## **CHAPITRE XIII - NON-CUMUL AVEC D'AUTRES AVANTAGES**

### **Article 23**

Dans les entreprises ayant déjà accordé, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2009 et la date de conclusion de la présente convention collective de travail, des avantages au moins égaux aux avantages convenus dans la présente convention collective de travail, ces derniers avantages ne devront plus être accordés. Les entreprises qui n'ont pas appliqué cette dernière disposition doivent maintenir leurs pratiques.

## **CHAPITRE XIV • PAIX SOCIALE**

### **Article 24**

Pendant la durée de la présente convention collective de travail, les parties signataires garantissent le respect de la paix sociale, ce qui implique que :

- 1) toutes les dispositions relatives aux salaires et aux conditions de travail seront rigoureusement observées et ne pourront être contestées par les organisations des travailleurs ou des employeurs, ni par les employés ou par les employeurs ;
- 2) les organisations de travailleurs et les employés s'engagent à ne pas déposer de revendications au niveau national ou régional, ni au niveau de l'entreprise, étant donné que toutes les dispositions normatives individuelles sont réglées par la présente convention collective de travail.

—oOo—

# COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 12 MEI 2009 HOUDENDE AKKOORD VAN SOCIALE VREDE 2009

## HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGBIED

### Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder de bevoegdheid van het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf en op de bedienden die zij tewerkstellen.

## HOOFDSTUK II - DUUR

### Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing vanaf 1 januari 2009 tót en met 31 december 2009 en bevat de nieuwe afspraken geldend gedurende deze période.

## HOOFDSTUK III - ARBEIDSVORWAARDEN

### Artikel 3

- § 1. In de ondernemingen die voor 1 juni 2009 aan hun bedienden nog geen maaltijdcheques toekenden, waarbij de tussenkomst van de werkgever minimaal gelijk was aan 0,91 EURO, wordt met ingang van 1 juni 2009 voor de bedienden een stelsel van maaltijdcheques ingevoerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 19bis §2 van het Koninklijk Besluit van 28 november 1969 tót uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tót herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders. De maaltijdcheque zal dan minimaal een nominale waarde van 2,00 EURO per maaltijdcheque hebben, waarbij de tussenkomst van de werkgever 0,91 euro zal bedragen en de tussenkomst van de werknemer 1,09 EURO zal bedragen.  
Deze § is slechts toepasselijk onder de opschortende voorwaarde dat de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid schriftelijk bevestigt dat deze conform is aan de reglementering m.b.t. de vrijstelling van bijdragen voor sociale zekerheid op de maaltijdcheques, voorzien in artikel 19bis, § 2 van het Koninklijk Besluit van 28 november 1969.
- § 2. Op ondernemingsvlak kunnen de nodige maatregelen genomen worden om voor de werknemers het aantal maaltijdcheques vast te stellen op basis van de alternatieve telling, zoals bedoeld in artikel 19bis §2, 2° van het Koninklijk Besluit van 28 november 1969.
- § 3. Een aparté CAO zal worden gesloten waarin de modaliteiten van de toekenning van de maaltijdcheque verder worden gespecificeerd.
- § 4. In afwijking van § 1 van dit artikel kan, in de ondernemingen die reeds maaltijdcheques toekennen met een minimale werkgeversbijdrage van 0,91 euro per maaltijdcheque, een collectieve arbeidsovereenkomst worden gesloten teneinde een andere bestemming te geven aan de in § 1 van dit artikel bedoelde inspanning.



#### **Artikel 4**

In het jaar 2009 zal aan de bedienden die in de loop van het beschouwde jaar bij hun werkgever een anciënniteit van 20 jaar of meer bereiken, één betaalde vrije dag worden toegekend ten titel van anciënniteitsverlof.

Derhalve wordt de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 mei 2008 betreffende het anciënniteitsverlof aangepast als volgt :

- in artikelen 2 worden de woorden "31 december 2008" vervangen door de woorden "31 december 2009".
- In artikel 3 wordt "2008" vervangen door "2008 en 2009".
- In artikel 8 wordt "het jaar 2008" vervangen door "het beschouwde jaar".

### **HOOFDSTUK IV - CONVENTIONEEL VOLTIJDS BRUGPENSIOEN**

#### **Artikel 5**

Het stelsel van het conventioneel voltijds brugpensioen, destijds ingevoerd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 8 april 1981, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 21 september 1981 en sedertdien verlengd, wordt verder gezet gedurende de période van 1 juli 2009 tot 30 juni 2011, volgens de voorwaarden bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 december 2007 betreffende het conventioneel brugpensioen.

Derhalve wordt de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 december 2007 betreffende het conventioneel brugpensioen aangepast als volgt :

- in de artikelen 2, 3, 4 en 22 worden de woorden "30 juni 2009" vervangen door de woorden " 30 juni 2011".
- In artikel 4 worden de woorden "30 juni 2011" vervangen door de woorden "30 juni 2013".

#### **Artikel 6**

Het stelsel van het conventioneel brugpensioen, ingevoerd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 juni 2008 tot invoering van een regeling van conventioneel brugpensioen vanaf 56 jaar na 40 jaar beroepsverleden wordt verder gezet tot 30 juni 2010.

Derhalve wordt de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 juni 2008 tot invoering van een regeling van conventioneel brugpensioen vanaf 56 jaar na 40 jaar beroepsverleden aangepast als volgt :

- in de artikelen 2, 3, 4 en 22 worden de woorden "30 juni 2009" vervangen door de woorden " 30 juni 2010".
- In artikel 4 worden de woorden "30 juni 2011 " vervangen door de woorden "30 juni 2012".

### **HOOFDSTUK V - HALFTIJDEN BRUGPENSIOEN**

#### **Artikel 7**

De collectieve arbeidsovereenkomst van 3 juni 1997 betreffende het halftijds brugpensioen wordt verlengd tot 31 december 2009.

Derhalve wordt de collectieve arbeidsovereenkomst van 3 juni 1997 betreffende het halftijds brugpensioen aangepast als volgt :

- in artikelen 27 worden de woorden "31 december 2008" vervangen door de woorden " 31 december 2009".
- In artikel 2 worden de woorden "26 juni 2007" vervangen door de woorden "11 december 2007".

## **HOOFDSTUK VI - SOCIAAL WAARBORGFONDS**

### **Artikel 8**

De bestaande afspraken met betrekking tót de statuten van het Sociaal Waarborgfonds voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf, worden verlengd met één jaar.

Derhalve wordt Artikel 3 van de statuten van het Sociaal Waarborgfonds voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf, vastgesteld bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 april 1979, gesloten in het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf, houdende coördinatie van de statuten van het Sociaal Waarborgfonds voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 11 december 1979, laatst gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 21 mei 2008, gewijzigd als volgt :

"Artikel 3

Het Fonds heeft tót doel :

- 1° het innen van de bijdragen nodig voor de werking van het Fonds;
- 2° aan de bij artikel 6 bedoelde bedienden een aanvullende sociale uitkering toe te kennen en te vereffenen;
- 3° het verrichten van de betaling van de aanvullende vergoeding in het kader van het conventioneel brugpensioen voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 december 2007 betreffende het conventioneel brugpensioen en in de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 juni 2008 tót invoering van een regeling van conventioneel brugpensioen vanaf 56 jaar na 40 jaar beroepsverleden, evenals van de bijzondere werkgeversbijdragen, bepaald bij artikel 268 van de programmawet van 22 december 1989 en bij artikel 141 van de programmawet van 29 december 1990.
- 4° het uitkeren van de bijdrage, bedoeld bij artikel 13, § 3 van deze statuten, tót stijving van het "Fonds voor bestaanszekerheid voor de bedienden van het Kleding- en Confectiebedrijf", opgericht bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 april 1981, gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden van het Kleding- en Confectiebedrijf, tót oprichting van een Fonds voor Bestaanszekerheid voor de bedienden het Kleding- en Confectiebedrijf en vaststelling van zijn statuten;
- 5° de uitkering te verzekeren van de vergoeding voorzien bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 2 juni 1994 betreffende de bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid, laatst gewijzigd door hoofdstuk IX van de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 mei 2008 tót vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 september 2007 houdende akkoord van sociale vrede 2007-2008;
- 6° het financieren van de initiatieven te nemen door de in het paritair comité vertegenwoordigde organisâmes, met het oog op de sociale- en beroepsopleiding zoals zij door de raad van bestuur van het Fonds werden omschreven;
- 7° de uitkering van de bijdrage betaald overeenkomstig artikel 13, §4 van deze statuten, ter financiering van het Instituut voor Vorming en Onderzoek in de Confectie en ter uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 september 2007 betreffende vorming en tewerkstelling.
- 8° het financieren van de codex houdende de collectieve arbeidsovereenkomsten, gesloten in het

paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf."

### **Artikel 9**

In artikel 13 van dezelfde statuten wordt de datum van 30 juni 2009 vervangen door de datum van 30 juni 2010.

### **Artikel 10**

Artikel 14 van dezelfde statuten wordt vervangen door volgende bepaling :

"Van 1 januari 2001 tót 30 juni 2010 worden de werkgeversbijdragen bepaald op 0,83% van de bruto wedden der bedienden".

## **HOOFDSTUK VII - VORMING EN TEWERKSTELLING**

### **Artikel 11**

De collectieve arbeidsovereenkomst van 15 juli 2005 betreffende vorming en tewerkstelling wordt voortgezet tót 31 december 2009.

Derhalve wordt de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 september 2007 betreffende vorming en tewerkstelling aangepast als volgt :

- in de artikelen 2, 5 en 7 worden de woorden "31 december 2008" vervangen door de woorden "31 december 2009;
- in artikel 5 worden de woorden "en 2009" toegevoegd na de woorden "en 2008".

## **HOOFDSTUK VIII- SECTORALE TOEPASSING VAN CAO nr. 77 bis en ter en ouater.**

### **Artikel 12**

Dit hoofdstuk verwijst naar de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 77 bis, ter en quater van de Nationale Arbeidsraad tót invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tót een halftijdse betrekking. Het bevat de sectorale invulling van verschillende bepalingen van de voornoemde Collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 bis, ter en quater voor de geldigheidsduur van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

### **Artikel 13**

- § 1. De maximumperiode van één jaar voor de uitoefening van het recht, bedoeld in artikel 3 van de voornoemde Collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 bis, ter en quater wordt op vijf jaar behouden voor aile bedienden.
- § 2. De bedienden die in toepassing van voornoemd artikel 3 tijdskrediet opnemen voor een langere période dan één jaar, kunnen dit vanaf het tweede jaar slechts doen per minimumperiode van één jaar.

### **Artikel 14**

De grens van 5 %, bedoeld in Artikel 15 van de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 77 bis, ter en quater

wordt gebracht op 8 %.

Voor de berekening van deze grens worden alle vormen van tijdskrediet in het kader van de voormelde CAO nr. 77 bis, ter en quater meegeteld, behalve het tijdskrediet van arbeid(st)ers die de leeftijd van 54 jaar of ouder hebben bereikt.

Op ondememingsvlak kan deze grens worden verhoogd mits akkoord van de werkgever en rekening houdend met de mogelijkheden op het vlak van de arbeidsorganisatie.

De toepassing van de modaliteiten van onderhavig artikel kan, in ondernemingen waar reeds een bedrijfsakkoord bestaat, onderhandeld worden.

### **Artikel 15**

Gelet op artikel 14 bis van de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 77 bis, ter en quater van de Nationale Arbeidsraad wordt overeen gekomen dat op het niveau van het paritair comité tijdens de duur van de huidige collectieve arbeidsovereenkomst inspanningen zullen worden gedaan teneinde te vermijden dat het invoeren van het begrip "sleutelfunctie" systematisch zou leiden tot het ontzeggen van het recht van toegang tot het tijdskrediet voor bedienden van 55 jaar of ouder die een sleutelfunctie uitoefenen.

## **HOOFDSTUK IX- BIJKOMENDE UITKERING BESTAANSZEKERHEID**

### **Artikel 16**

In artikel 2 van de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 2 juni 1994 betreffende de bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid, laatst gewijzigd bij Collectieve Arbeidsovereenkomst van 21 mei 2008, worden de woorden "van 26 juni 2007" vervangen door de woorden : "van 11 december 2007 betreffende het conventioneel brugpensioen en de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 juni 2008 tot invoering van een regeling van conventioneel brugpensioen vanaf 56 jaar na 40 jaar beroepsverleden".

### **Artikel 17**

In artikel 3 van de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 2 juni 1994 betreffende de bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid, laatst gewijzigd bij Collectieve Arbeidsovereenkomst van 21 mei 2008, wordt de vierde, de vijfde en de zesde paragraaf aangepast als volgt :

"§ 4. De maximale bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid bedraagt 4.500 euro voor bedienden die minstens 50 jaar en nog geen 55 jaar oud zijn op de eerste vergoede werkloosheidsdag en die niet in aanmerking komen voor het brugpensioen overeenkomstig de in het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf gesloten collectieve arbeidsovereenkomst van 11 december 2007 betreffende het conventioneel brugpensioen of de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 juni 2008 tot invoering van een regeling van conventioneel brugpensioen vanaf 56 jaar na 40 jaar beroepsverleden.

Om recht te hebben op deze bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid dienen zij het bewijs te kunnen voorleggen van :

- hetzij een ononderbroken tewerkstelling van minstens 2 jaar onmiddellijk voor het ontslag in één of meerdere ondernemingen ressorterend onder het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf;
- hetzij een tewerkstelling van minstens 5 jaar tijdens de laatste 10 jaar voorafgaand aan het ontslag in ondernemingen ressorterend onder het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf.

§ 5. De maximale bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid bedraagt 5.500 euro voor bedienden die minstens 55 jaar oud zijn op de eerste vergoede werkloosheidsdag en die niet in aanmerking komen voor het brugpensioen overeenkomstig de in het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf gesloten collectieve arbeidsovereenkomst van 11 december 2007 betreffende het conventioneel brugpensioen of de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 juni 2008 tót invoering van een regeling van conventioneel brugpensioen vanaf 56 jaar na 40 jaar beroepsverleden.

Om recht te hebben op deze bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid dienen zij het bewijs te kunnen voorleggen van :

- hetzij een ononderbroken tewerkstelling van minstens 2 jaar onmiddellijk voor het ontslag in één of meerdere ondernemingen ressorterend onder het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf;
- hetzij een tewerkstelling van minstens 5 jaar tijdens de laatste 10 jaar voorafgaand aan het ontslag in ondernemingen ressorterend onder het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf.

§ 6. Het forfaitaire bedrag per uitbetaling bedraagt 82,63 euro per maand gedurende de eerste 3 maanden van ononderbroken uitkeringsgerechtigde werkloosheid.

Per bewezen bijkomende période van 3 maanden ononderbroken uitkeringsgerechtigde werkloosheid wordt een forfaitaire uitbetaling van 247,89 euro toegekend tót het recht uitgeput is.

Er worden geen andere dan de forfaitaire bedragen van 82,63 euro en van 247,89 euro toegekend; dit wil zeggen dat een ontslagen bediende die een langere werkloosheidsperiode dan de vereiste minimumduur kan bewijzen doch een niet voldoende lange période voor een hoger bedrag, geen recht zal hebben op een bijkomend bedrag."

### **Artikel 18**

In artikel 8 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 2 juni 1994 betreffende de bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid, laatst gewijzigd bij Collectieve Arbeidsovereenkomst van 21 mei 2008, wordt de einddatum vervangen door de datum van 31 december 2009.

## **HOOFDSTUK X • AANVULLENDE SOCIALE TOELAGE**

### **Artikel 19**

Artikel 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 juli 2005 tót vaststelling van het bedrag van de aanvullende sociale toelage, laatst gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 21 mei 2008 wordt vervangen door volgende bepalingen :

"Overeenkomstig de bepalingen van artikel 7 van de statuten van het Sociaal Waarborgfonds voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf, laatst gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 21 mei 2008, wordt het bedrag van de aanvullende sociale toelage, welke elk jaar aan de rechthebbenden wordt toegekend, vastgesteld als volgt :

- in 2007, 2008 en 2009 :127,90 euro voor bedienden die voldoen aan de voorwaarden van artikel 6, § 1, § 2 en § 3 van de hoger vermelde statuten;
- in 2007, 2008 en 2009: 37,18 euro voor de volledig en ononderbroken werkloos gebleven bedienden zoals bepaald bij artikel 6, § 4 van de hoger vermelde statuten."

## **Artikel 20**

In artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 juli 2005 tt vaststelling van het bedrag van de aanvullende sociale toelage wordt de datum van 31 december 2008 vervangen door de datum van 31 december 2009.

## **HOOFDSTUK XI - ACTUALISATIE FUNCTIECLASSIFICATIE**

### **Artikel 21**

Er wordt overeen gekomen om tijdens de duurtijd van de huidige collectieve arbeidsovereenkomst de hierna volgende functies bijkomend te beschrijven en in te schalen : "bediende voor het opstellen van complexe facturen" en "bediende in de boekhouding".

Tevens zal onderzoek worden verricht met het oog op een beschrijving en inschaling van volgende functies : bediende in het magazijn, "bediende belast met de inbreng van orders", "bediende belast met informatica bijstand"; "ontwerper"; bediende magazijn" ; bediende productievoorbereiding"; en "afdelingsverantwoordelijke" voor afdelingen zoals aankoop, planning, inning, verkoop, kwaliteit, informatica.

Er zal worden onderzocht in welke mate hiervoor een beroep kan worden gedaan op externe deskundigheid.

## **HOOFDSTUK XII - PROEFPERIODES**

### **Artikel 22**

Een nieuwe proefperiode kan niet voorzien worden in arbeidsovereenkomsten van onbepaalde duur die onmiddellijk volgen op een arbeidsovereenkomst voor bepaalde tijd of een vervangingsovereenkomst van minstens zes maanden die betrekking had op hetzelfde werk.

## **HOOFDSTUK XIII - NIET-CUMULATIE VAN VOORDELEN**

### **Artikel 23**

In ondernemingen die reeds tussen 1 januari 2009 en de datum van afsluiten van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst voordelen hebben toegekend die minstens gelijk zijn aan de in deze collectieve arbeidsovereenkomst overeengekomen voordelen, dienen deze laatste niet meer te worden toegekend. Ondernemingen die deze laatste bepaling niet hebben toegepast, dienen hun bedrijfspraktijken verder aan te houden.

## **HOOFDSTUK XIV • SOCIALE VREDE**

### **Artikel 24**

Tijdens de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst waarborgen de ondertekenende partijen de inachtneming van de sociale vrede, hetgeen het volgende inhoudt :

- 1) alle bepalingen betreffende de wedden en arbeidsvoorwaarden worden strikt nageleefd en kunnen niet in betwisting worden gebracht door de werknemers- of de werkgeversorganisaties, noch door de bedienden of de werkgevers;

12 mei 2009  
codex 2007-2008-2009

CONFECTIE-CAO BEDIENDEN  
SOCIALE VREDE 01/ 8

- 2) de werknemersorganisaties en de bedienden verbinden er zich toe geen eisen te stellen op nationaal noch op gewestelijk vlak, noch op dat van de onderneming aangezien alle individuele normatieve bepalingen geregeld zijn door onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst.

-oOo-